



Groupe d'économie solidaire
du Québec (GESQ)
www4.uqo.ca/ries2001/gesq

Dans le cadre du Forum international
de l'économie sociale (FIESS)

On change de modèle!

**Rendez-vous international
le 17 octobre 2011
de 8 h 30 à 17 h 30
au Centre St-Pierre à Montréal**

Contribution de l'économie sociale et solidaire (ESS) aux défis actuels du développement durable

À l'heure de RIO 2012 et de l'Année internationale
des coopératives, la planète n'y arrivera pas
si on ne change pas de modèle!



Desjardins
Caisse d'économie solidaire

www.caissesolidaire.coop

FONDACTION
CSN POUR LA COOPÉRATION
ET L'EMPLOI

www.fondaction.com



www.rencontres-montblanc.coop

Argumentaire

Ce qui frappe aujourd'hui plus qu'hier, c'est la séparation de l'économie et de la société, c'est-à-dire le décalage ou le **divorce** plus manifeste entre, d'un côté, **les valeurs de l'économie dominante**, soit le « tout au marché », l'appât du gain et le triomphe de la cupidité, et de l'autre, **les valeurs de la société** portées par les initiatives de l'ESS, par des mouvements sociaux et par un certain nombre d'institutions (centres de recherche, fondations...) soit la démocratie, la justice économique et sociale, le développement durable et solidaire des communautés, l'intervention de l'État pour satisfaire à un minimum de répartition des richesses, la solidarité internationale. Bref la société, par les mouvements et les dynamiques sociales qui l'habitent, cherche par divers moyens à concilier économie avec équité sociale et défense des écosystèmes. Mais il est clair que le capitalisme financier et boursier dominant dans les deux ou trois dernières décennies ne s'en soucie aucunement. La crise actuelle a tout exacerbé. De plus en plus nombreux sont ceux qui sont portés à penser qu'elle n'est pas que financière et économique. **Elle est aussi fortement écologique et sociale.**

Il faut donc prendre acte que la crise actuelle est une **crise du modèle dominant de développement** et que cette crise est une grande crise qui n'est ni accidentelle, ni temporaire. Elle est globale, c'est-à-dire tout à la fois et à la même hauteur, économique, sociale et écologique. Elle est aussi plus que jamais **internationale** par l'interdépendance accrue liée à la nouvelle phase de la mondialisation (les urgences les plus graves sont à tout le moins plurinationales). Ce qui a signifié dans les deux dernières décennies: a) une montée en puissance du capitalisme boursier et financier; b) une remontée des inégalités entre le Nord et le Sud; c) une poussée marquée de la précarité dans le monde du travail; et d) et une urgence écologique sans précédent, le réchauffement climatique ayant servi de dernier catalyseur d'une mobilisation internationale qui s'imposait tant dans les institutions internationales qu'au sein des gouvernements ou à l'interne des mouvements sociaux. **Bref, la planète n'y arrivera pas si on ne change pas de modèle!**

Ceci étant, les grands enjeux de la période actuelle qui ont alors pointé à l'horizon sont:

- la crise de l'agriculture et de l'alimentation;
- la crise de l'énergie et du climat;
- l'affaiblissement de l'État social;
- la faible diversité de l'économie et la finance aux postes de commande de cette économie;
- une mondialisation néolibérale qui accentue les dépendances et les interdépendances.

Rio 2012 est donc devenu un grand rendez-vous international incontournable pour poursuivre la mobilisation locale, nationale et internationale de tous (gouvernements, institutions internationales et mouvements sociaux) autour du défi de l'urgence écologique. L'économie sociale et solidaire (coopératives, mutuelles, fonds de travailleurs et associations à vocation économique) est-elle de la partie? Si oui, quelle partition jouera-t-elle? Comment porter son projet jusqu'à la conférence de Rio (juin 2012)? Comment faire avancer davantage l'internationalisation de l'ESS québécoise dans ce plan de match?

De plus, par delà l'appel à un new deal planétaire (Appel des Rencontres du Mont-Blanc, 2007) et par delà le tournant « développement durable » d'organisations de plus en plus nombreuses, plusieurs questions sont restées plus ou moins en suspens:

Pouvons-nous tout à la fois converger et débattre tout en modifiant notre échelle d'intervention en la faisant devenir plus internationale?

Un débat majeur: comment pouvons-nous **lier davantage les questions climatiques et environnementales aux questions économiques et sociales** en tenant compte des diverses sensibilités: celle qui priorise davantage la question sociale (très présente dans le mouvement syndical ou communautaire par exemple); celle qui priorise davantage la dimension économique du développement (les grandes coopératives par exemple); celle qui est centrée davantage sur l'« énergie/climat » (les écologistes par exemple)?

Quels sont nos chemins communs de sortie de la crise actuelle qui est tout à la fois économique, sociale et écologique?

Programme de la journée

- 8 h 00** Accueil et inscription
- 8 h 30** Mot d'ouverture par le comité de direction de la journée
- 9 h 00** Panel d'ouverture sur la crise actuelle et les pistes de sortie de crise par l'économie sociale et solidaire
- 11 h 00** 2^e panel portant sur cinq grands chantiers de sortie de crise par l'ESS québécoise
- 12 h 30** Dîner sur place et présentation par Desjardins du projet de Sommet international des coopératives en octobre 2012
- 14 h 00** 3^e panel portant sur l'internationalisation de l'ESS
- 15 h 30** Panel de clôture: débat sur le renouvellement de l'action politique dans les organisations de l'ESS. Les prochaines élections québécoises sont-elles une occasion à privilégier ?
- 17 h 00** Lancement d'ouvrages et de publications diverses

9 h 00 Panel d'ouverture

La crise est globale et internationale: quels sont les chemins de sortie de la crise par l'économie sociale et solidaire

La fécondité des entreprises collectives, au-delà d'une réussite économique contrastée, tient à leur force de proposition et d'interpellation. Dans un contexte où beaucoup d'organisations s'interrogent sur l'avenir de nos économies et de l'économie mondiale, elles sont autant de laboratoires où se recomposent les rapports entre le capital et le travail, entre l'intérêt privé et l'intérêt général, entre la création de richesses et sa répartition, entre la dictature des actionnaires et la démocratie des associés, entre les délocalisations et la sauvegarde du patrimoine sur les territoires... Le caractère citoyen des entreprises collectives naît des exigences qu'elles se donnent: par delà leurs réalisations, elles persistent à inscrire leurs convictions dans des structures économiques solidaires... Comment se positionne l'ESS française, québécoise et internationale face aux enjeux actuels du développement durable à l'heure de Rio 2012 ?

Animation

Léopold Beaulieu, président-directeur général de Fondation

Panelistes

Nicole Alix (France), Forum international des dirigeants de l'économie sociale (Rencontres du Mont-Blanc): *Une perspective internationale pour l'économie sociale à l'horizon de Rio 2012.*

Mario Hébert, Directeur, Recherche, communications et soutien à la commercialisation à Fondation: *Une perspective d'internationalisation de l'ESS québécoise à l'horizon de Rio 2012.*

Réjean Lantagne

SOCODEVI et ACI des Amériques: *Une perspective inspirée du Sud et de la coopération internationale pour Rio 2012.*

11 h 00 Deuxième Panel

Cinq grands chantiers de sortie de crise par l'ESS au Québec: renouvellement de l'État social, démocratisation de l'économie, agriculture et alimentation, énergie et climat, solidarité internationale

Au Québec comme à l'échelle internationale, plusieurs pistes de sortie de crise par l'économie sociale et solidaire s'offrent à nous. Parmi celles-ci, sans considérer qu'ils ont l'exclusivité, cinq grands chantiers se sont ouverts au sein de nombreux mouvements. Exploration de ces chantiers:

a) la crise alimentaire: *peut-on y faire face par une agriculture écologique plus intensive, des filières plus équitables en alimentation ?*

b) la crise énergétique: *comment affronter cette crise énergétique et le réchauffement climatique en allant vers un développement durable et solidaire des communautés ?*

c) la crise du transport et de l'habitat: *comment développer une économie verte dans ces secteurs et favoriser une réelle efficacité énergétique ?*

d) démocratiser l'économie et renouveler l'État social: *doit-on favoriser la « biodiversité » des entreprises, retirer aux multinationales des territoires d'expansion là où sont des biens communs (eau, terre...), développer un large secteur non-capitaliste de propriétés collectives gérées démocratiquement ? Par où passe le renouvellement de l'État social ?*

Émissions de CO2 dans l'atmosphère par grands secteurs

Les émissions de CO2 dans l'atmosphère sont causées à 25 % par les productions d'énergie (pétrole, gaz...), à 20 % par l'industrie, à 17 % par la forêt, à 13 % par l'agriculture, à 13 % par le transport, à 8 % par les bâtiments résidentiels et commerciaux et à 3 % par les déchets et les eaux usées (chiffres du GIEC, 2004, cités par Guilbeault 2009).

Animation

Christine Gingras, directrice adjointe, Nature-Québec:

Panelistes

Jocelyn Lessard, directeur de la Fédération des coopératives forestières du Québec (FQCF): *Affronter la crise énergétique et le réchauffement climatique: l'expérience de la FQCF.*

Denis Richard, la Coop Fédérée: *Agriculture écologiquement intensive et filières régionales en alimentation au Québec, un défi d'actualité.*

Robert Laplante, directeur de l'institut de recherche en économie contemporaine (IREC): *Par où passe le renouvellement de l'État social au Québec ? À la recherche de nouvelles politiques économiques, sociales et environnementales.*

Daniel R. Breton, Maîtres chez nous – 21^e siècle (MCN21): *Par où passe le contrôle de nos ressources naturelles au Québec ?*

14 h 00 Troisième panel

Réseaux et mouvements de promotion de l'économie sociale et solidaire au plan international face à l'urgence écologique

La conjoncture de la solidarité internationale est incertaine et instable notamment à cause des nouvelles politiques publiques en matière de coopération internationale ici au Canada et ailleurs dans le monde (Déclaration de Paris 2005 et ses suites). Néanmoins, dans le cadre de cette conjoncture d'affaiblissement généralisé de nombreuses ONG et de nombreux mouvements (notamment celui des femmes), il s'est ouvert une brèche qui a commencé à favoriser le renouvellement des grandes organisations sociales (syndicales, coopératives, agricoles) et l'émergence d'initiatives socio-économiques locales et internationales en matière de développement durable. Quelles sont les principales lignes de force des mouvements engagés dans l'enjeu de la solidarité internationale et de l'urgence écologique ?

Animation

Hélène Simard, présidente-directrice générale du Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM)

Panelistes

René Lachapelle, président du Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ) : *Politique canadienne en matière de coopération internationale et d'environnement : quelques pistes pour une stratégie renouvelée des organisations québécoises d'ESS.*

Alain Pélissier, président de la Fondation Monique-Fitz-Back, dédiée à l'éducation relative à l'environnement dans une perspective de développement durable : *Le grand succès du Mouvement des écoles et des établissements verts Brundtland au Québec.*

Angelica Imperador, conseillère chez MCE Conseils et Développement solidaire international (DSI) : *Syndicalisme, ESS et développement durable : l'expérience de la CSN dans son partenariat avec la CUT au Brésil.*

André Beaudoin, UPA-DI : *La solidarité internationale du mouvement agricole québécois et l'organisation mondiale des paysans : état des lieux et défis d'aujourd'hui en matière d'environnement.*

15 h 30 Panel de clôture

ESS : quelle action politique à l'heure de Rio 2012, ou comment faire mouvement ?

L'ensemble des entreprises collectives (coopératives, mutuelles, fonds syndicaux et associations) ne sont pas seulement des entreprises différentes en raison de leur finalité sociale et de leur lucrativité limitée (viabilité économique et non pas recherche du profit maximum). Elles se veulent également portées par des préoccupations de bien commun. La fonction économique de production de biens et services est **en principe adossée à une fonction politique** de révélateur de nouveaux besoins sociaux et de bougie d'allumage sur des questions de société **pour influencer les politiques publiques**. Par ailleurs, au Québec à tout le moins, la dynamique de cohabitation avec les pouvoirs publics est souvent durement mise à l'épreuve dans plusieurs dossiers comme la santé, les énergies renouvelables, l'agriculture, la relance des économies locales, etc. Ces constats appellent à exprimer

la volonté de l'ESS pour que les États et les institutions internationales renouent avec des politiques d'intérêt général, que ce soit au niveau local, régional, national ou international. Quelle action politique pour l'ESS ? Quel cahier québécois de propositions ? Nous donnons-nous un agenda de l'ESS pour les élections au Québec en 2012 ? Quel agenda pour l'année internationale des coopératives ? Quel agenda pour nous conduire vers Rio 2012 ?

Animation

Louis Favreau, sociologue, Université du Québec en Outaouais (UQO) ARUC-ISDC/CRDC et vice-président du Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ)

Panelistes

Discussion libre autour de 6 chantiers et 25 propositions.

Gérald Larose, président de la Caisse d'économie solidaire Desjardins, du Forum international des dirigeants de l'économie sociale et du Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ)

Jacques Létourneau, vice-président de la CSN, ex-conseiller de l'exécutif en matière internationale

Jean-François Lisée, directeur du Centre d'études et de recherches internationales, Université de Montréal

Laure Waridel, cofondatrice d'Équiterre, sociologue, spécialisée en développement international, doctorante à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève

17 h 00 Lancement et mention d'ouvrages et de publications diverses

Favreau, L. et E. Molina (2011), *Économie et société. Pistes de sortie de crise*, PUQ, Sainte-Foy.

CQCM, Nature Québec et CDR Bas-Saint-Laurent/Côte-Nord (2011), *Bio-carburants ou bioénergies ? Vers une solution coopérative*, CQCM, Lévis.

Ryan, P. (2011), *Un réseau à la défense des intérêts des coopératives forestières*, ARUC-DTC/FQCF, Québec.

Waridel, L. (2011), *L'envers de l'assiette*, Écosociété, Montréal.

Couverture de l'événement par la coopérative Oikos

(www.oikosblogue.coop)

Information dans le cahier spécial du Devoir du 15 octobre

Un partenariat:

Caisse d'économie solidaire Desjardins

Fondation

Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ)

Rencontres du Mont-Blanc

avec la collaboration :

CSN

Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM)

Coop fédérée

Fédération des coopératives forestières du Québec

Société de coopération pour le développement international (SOCODEVI)

UPA Développement international (UPA DI)

Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)

MCN21

Nature-Québec

Fondation Monique-Fitz-Back

MCE Conseils

Centre d'études et de recherches internationales

ARUC-ISDC